

UE FLSHS02 français oral : Evaluation n°2 – expression orale

Présenter un article et donner son opinion sur le sujet

- Présentez et résumez l'article que vous avez choisi.
- Répondez à la question posée à la fin du texte le texte. Donnez votre opinion sur le sujet et justifiez-la. En fonction du sujet et de la question, vous pouvez expliquer le pour et le contre, les avantages et les inconvénients, les points positifs et les points négatifs. Vous pouvez prendre des exemples dans votre expérience personnelle, vous pouvez comparer à la situation dans votre pays par exemple.

Attention : ne répétez pas des phrases de l'article, ne lisez pas des phrases trop compliquées ou copiées collées sur google traduction. Organisez votre discours en parties, parlez lentement, réécoutez votre vidéo pour être sûr qu'on vous comprend.

- Enregistrez un document vidéo pour un oral de 5 à 8 minutes. Envoyez votre enregistrement par mail ou Whatsapp, **pour le 9 décembre à 10h.** (*Attention au format de la vidéo, MP4 si possible*)
p.pouvillon@gmail.com
06 19 05 44 51

Grille d'évaluation :

Présentation du sujet	Opinion sur le sujet	Vocabulaire	Syntaxe	Prononciation
/5	/5	/4	/3	/3

Note : /20

Commentaires :

Dans le désert d'Atacama, le cimetière toxique de la mode jetable

• • • • • 11 Nov 2021 - <https://www.goodplanet.org/fr/>

Alto Hospicio (Chili) (AFP) – Des bottes de pluie ou même des après-ski en plein désert d'Atacama : dans le nord du Chili, les décharges sauvages de vêtements et de chaussures usagés grossissent à la mesure de la production effrénée de la mode à bas coût à l'échelle mondiale.

Le pays sud-américain s'est spécialisé depuis une quarantaine d'années dans le commerce de vêtements de seconde main, entre habits jetés par les consommateurs, déstockages et bonnes œuvres en provenance des Etats-Unis, du Canada, d'Europe ou d'Asie.

Chaque année, 59.000 tonnes de vêtements arrivent dans la zone franche du port d'Iquique, à 1.800 km au nord de Santiago. Dans cette zone commerciale aux droits de douanes préférentiels, les ballots sont triés puis revendus dans des magasins de seconde main au Chili ou exportés vers d'autres pays latino-américains.

« Ces vêtements viennent du monde entier », explique à l'AFP Alex Carreño, un ancien ouvrier de la zone d'importation portuaire. Mais face à la croissance de la quantité de vêtements produits à bas coût en Asie pour des marques capables d'offrir une cinquantaine de nouvelles collections par an, le circuit est engorgé et les déchets textiles s'amoncellent de manière exponentielle. Environ 39.000 tonnes de déchets sont ainsi entreposés dans des décharges sauvages à Alto Hospicio, une commune de la banlieue d'Iquique. « Le problème est que ces vêtements ne sont pas biodégradables et contiennent des produits chimiques, ils ne sont donc pas acceptés dans les décharges municipales », explique à l'AFP Franklin Zepeda, qui vient de monter une entreprise de recyclage EcoFibra pour tenter de faire face à ce problème grandissant.

« Sortir du problème »

Dans les amas de vêtements émergent un drapeau américain, des jupes en lamé, des pantalons qui ont encore leurs étiquettes, des sweat-shirts aux couleurs de Noël.

Une femme, qui ne veut pas dire son nom, s'enfonce jusqu'à mi-corps dans un tas de textiles pour tenter de trouver des vêtements dans le meilleur état possible qu'elle espère revendre dans son quartier d'Alto Hospicio. Des habitants qui vivent à proximité profitent de la situation pour demander entre 6 et 12 dollars pour trois pantalons ou pour remplir un camion. « Ce n'est pas grave, je le vends et je gagne un peu d'argent », dit-elle.

Selon une étude de l'ONU datant de 2019, la production mondiale de vêtements, qui a doublé entre 2000 et 2014, est « responsable de 20 % du gaspillage total de l'eau dans le monde ». Selon le rapport, la production de vêtements et de chaussures produit 8% des gaz à effet de serre et, en fin de chaîne, « chaque seconde, une quantité de textiles équivalente à un camion de déchets est enterrée ou brûlée ». A Alto Hospicio, un grand nombre de vêtements sont d'ailleurs enterrés pour éviter les incendies qui peuvent être hautement toxiques en raison de la composition synthétique de nombreux tissus. Mais qu'ils soient enfouis sous terre ou laissés à l'air libre, leur décomposition chimique, qui peut prendre des dizaines d'années, polluent l'air et les nappes phréatiques. Le gouvernement a récemment annoncé que l'industrie textile allait être prochainement soumise à la loi de « Responsabilité étendue du producteur », en obligeant les entreprises qui importent des vêtements à prendre en charge les résidus textiles et faciliter leur recyclage.

Dans son entreprise d'Alto Hospicio, fondée en 2018, Franklin Zepeda traite jusqu'à 40 tonnes de vêtements usagés par mois. Les habits synthétique et en polyester sont séparés des vêtements en coton, puis servent à fabriquer des panneaux isolants pour le bâtiment. L'entrepreneur, las de voir ces « montagnes de déchets textiles » près de chez lui, a décidé de « sortir du problème pour faire partie de la solution ».

A votre avis, quelles peuvent être les différentes solutions pour régler le problème de la pollution due à la fabrication des vêtements ?

L'éolien et le solaire pourraient couvrir une grande partie des besoins en électricité des pays (<https://www.notre-planete.info/>)



Crédit : Adege / Pixabay - Licence : CC0

Alors que la COP26 a permis quelques avancées sur la décarbonation des sources d'énergie, les énergies renouvelables souffrent toujours d'une mauvaise image et de critiques en grande partie infondées. Une étude récente menée par des chercheurs de l'Université Irvine de Californie (UCI) explique comment les énergies renouvelables peuvent tout à fait couvrir la grande majorité de nos besoins en électricité, si certaines mesures volontaires sont prises.

En effet, selon l'étude publiée dans Nature Communications, la quasi-totalité de la demande actuelle en électricité des pays avancés et industrialisés peut être satisfaite par une combinaison d'énergies renouvelables : éolienne et solaire. *"L'éolien et le solaire pourraient répondre à plus de 80 % de la demande dans de nombreux endroits sans quantités folles de stockage ou de capacité de production excédentaire, ce qui est le point critique"*, a déclaré le co-auteur Steven Davis, professeur à l'UCI en sciences de la Terre. *"Mais selon le pays, il peut y avoir de nombreuses périodes de plusieurs jours tout au long de l'année où une partie de la demande devra être satisfaite par le stockage d'énergie et d'autres sources d'énergie non fossiles dans un avenir sans carbone."*

Pour arriver à cette conclusion très prometteuse, les scientifiques ont analysé 39 ans de données sur la demande énergétique de 42 pays pour évaluer la capacité des ressources éoliennes et solaires pour répondre à leurs besoins, heure par heure. Ils ont découvert qu'une conversion complète vers des ressources énergétiques durables peut être plus facile pour les pays plus grands et situés à des latitudes plus basses, qui peuvent compter sur la disponibilité de l'énergie solaire tout au long de l'année.

A contrario, les chercheurs citent l'Allemagne comme un pays relativement plus petit, en termes de masse terrestre, à une latitude plus élevée, ce qui rendra plus difficile la satisfaction de ses besoins en électricité avec des ressources éoliennes et solaires. *"Les données historiques montrent que les pays plus éloignés de l'équateur peuvent parfois connaître des périodes appelées 'marasme noir' au cours desquelles la disponibilité de l'énergie solaire et éolienne est très limitée"*, a déclaré l'auteur principal Dan Tong, professeur adjoint en sciences du système terrestre à l'Université Tsinghua. *« En Allemagne, un événement récent de ce type a duré deux semaines, obligeant les Allemands à recourir à une production répartissable, qui dans de nombreux cas est fournie par des centrales à combustible fossile. »*

Parmi les solutions suggérées par les chercheurs pour atténuer ce problème, citons la mise en commun des ressources de plusieurs nations sur une masse continentale. *"L'Europe donne un bon exemple"*, a déclaré Dan Tong qui ajoute : *"Beaucoup de cohérence et de fiabilité pourraient être fournies par un système qui comprend des ressources solaires d'Espagne, d'Italie et de Grèce avec un vent abondant disponible aux Pays-Bas, au Danemark et dans la région de la Baltique."* Autrement dit, la complémentarité des ressources énergétiques renouvelables en fonction de leur géographie pourrait permettre de répondre à l'essentiel des besoins d'un continent comme l'Europe. En France, l'hydraulique (environ 10% de la production d'électricité) pourrait compléter ce scénario éolien / solaire. Aux Etats-Unis, les chercheurs ont découvert qu'un système basé sur l'énergie éolienne et solaire pourrait fournir environ 85 % de la demande totale en électricité, et que cette quantité pourrait également être augmentée par le renforcement des capacités, l'ajout de batteries et d'autres méthodes de stockage, et la connexion avec d'autres partenaires comme le Canada.

A votre avis, l'utilisation de l'éolien et du solaire est-elle une bonne solution et la seule solution pour régler les problèmes liés à l'énergie ?

Les consommateurs d'aliments BIO ont beaucoup moins de cancer que les autres (<https://www.notre-planete.info/actualites/1731-alimentation-bio-cancer>)

Une diminution de 25% du risque de cancer a été observée chez les consommateurs « réguliers » d'aliments bio, par rapport aux personnes qui en consomment moins souvent.

Le marché des aliments issus de l'agriculture biologique « bio » connaît un développement très important depuis quelques années. Au-delà des aspects éthiques et environnementaux, une des principales motivations de consommation est le fait que ces produits sont issus de modes de production sans produits phytosanitaires et intrants de synthèse et pourraient donc s'accompagner d'un bénéfice pour la santé. Toutefois, les rares données épidémiologiques disponibles ne sont pas suffisantes à l'heure actuelle pour conclure à un effet protecteur de l'alimentation bio sur la santé (ou un risque accru lié à la consommation des aliments issus de l'agriculture conventionnelle). Si la manipulation des intrants chimiques, en particulier via une exposition professionnelle chez les agriculteurs, a été associée à un risque accru de pathologies (en particulier cancer de la prostate, lymphome et maladie de Parkinson), le risque encouru via les consommations alimentaires en population générale n'est pas connu.

Des chercheurs du centre de recherche en Epidémiologie et Statistiques Sorbonne Paris Cité (Inra/Inserm/Université Paris 13/CNAM) ont mené une étude épidémiologique basée sur l'analyse d'un échantillon de 68 946 participants (78% de femmes, âge moyen 44 ans) de la cohorte française NutriNet-Santé. Leurs données relatives à la consommation d'aliments bio ou conventionnels ont été collectées à l'aide d'un questionnaire de fréquence de consommation (jamais, de temps en temps, la plupart du temps). Des caractéristiques sociodémographiques, de modes de vie ou nutritionnelles ont également été prises en compte dans cette analyse.

Au cours des 7 années de suivi (2009-2016), 1 340 nouveaux cas de cancers ont été enregistrés et validés sur la base des dossiers médicaux. **Une diminution de 25% du risque de cancer (tous types confondus) a été observée chez les consommateurs « réguliers » d'aliments bio** comparés aux consommateurs plus occasionnels.

Cette association était particulièrement marquée pour les cancers du sein chez les femmes ménopausées (-34 % de risque, score bio élevé versus bas) et les lymphomes (-76 % de risque). La prise en compte de divers facteurs de risque pouvant impacter cette relation (facteurs sociodémographiques, alimentation, modes de vie, antécédents familiaux) n'a pas modifié les résultats.

Plusieurs hypothèses pourraient expliquer ces données :

- la présence de résidus de pesticides synthétiques beaucoup plus fréquente et à des doses plus élevées dans les aliments issus d'une agriculture conventionnelle, comparés aux aliments bio ;
- des teneurs potentiellement plus élevées en certains micronutriments (antioxydants caroténoïdes, polyphénols, vitamine C ou profils d'acides gras plus bénéfiques) dans les aliments bio.

Les conclusions de cette étude doivent être confirmées par d'autres investigations conduites sur d'autres populations d'étude, dans différents contextes. Néanmoins, ces résultats soutiennent les recommandations du Haut Conseil de Santé Publique (HCSP) émises en 2017 pour les futurs repères alimentaires du Programme National Nutrition Santé (PNNS) visant à privilégier les aliments cultivés selon des modes de production diminuant l'exposition aux pesticides pour les fruits et légumes, les légumineuses et les produits céréaliers complets.

A votre avis, est-il possible et nécessaire de faire évoluer l'agriculture vers une agriculture bio pour préserver la santé publique ? Comment amener cette transformation ? Quels sont les enjeux pour l'environnement ?